

Droits nouveaux, le peuple doit reprendre le pouvoir

Le désaveu de la politique actuelle s'est traduit, au fil des années, par l'abstention ou des votes refuges. Cela tient aux politiques menées contre les intérêts populaires. De ce point de vue crise sociale et crise démocratiques sont étroitement liées. La question est donc posée de créer les conditions d'un nouvel essor démocratique nécessaire pour rétablir la souveraineté populaire et la confiance des citoyens dans la politique.

Nous avons besoin de plus de démocratie pour mettre un terme à la tyrannie des marchés financiers et il est extrêmement dangereux de laisser la finance prendre le contrôle absolu des institutions républicaines.

Dans les entreprises et les services publics :

Aujourd'hui, dans l'entreprise, le capital détient seul le pouvoir. Il faut un changement de statut des grandes entreprises publiques et privées qui permette un pouvoir partagé entre les détenteurs des capitaux, les salariés et les représentants élus des citoyens.

La reconnaissance de la citoyenneté dans l'entreprise devra être inscrite dans la constitution.

- Le pouvoir économique ne devra plus être entre les mains des seuls actionnaires, Les salariés et leur représentants seront appelés à participer aux choix d'investissement des entreprises en tenant compte des priorités sociales, économiques, et écologiques démocratiquement débattues
- L'avis favorable des représentants du personnel ou des comité d'entreprises sera obligatoire pour toutes les décisions stratégiques.
- Il sera instauré un droit de veto suspensif sur les licenciements et l'obligation d'examiner les contre propositions présentées par les syndicats.
- Il faut conforter le droit de grève et de se syndiquer partout
- Une véritable médecine du travail doté de moyens de prévention, d'analyse et de décision sera développée.
- L'emploi pour tous est une nécessité et une des solutions pour sortir de la crise.

Lutter contre le gâchis social et économique que représente le chômage est indispensable. Il faut développer la première richesse de la France qui n'est pas la finance mais le travail humain c'est-à-dire l'emploi et la qualification des travailleurs. Sécuriser les parcours de chacun dans l'emploi et la formation avec une continuité de revenu tout au long de la vie

Redonner la parole aux usagers

- La possibilité d'intervention des usagers, de l'ensemble de la population est nécessaire pour définir les finalités et la qualité des productions (notamment dans le domaine sanitaire, écologique, culturel...).
- La socialisation des services publics existants et la création de nouveaux services publics doivent prolonger et compléter la sécurité emploi-formation, un nouveau crédit et l'appropriation sociale des entreprises privées.
- Coopération des usagers, des élus et des personnels des services publics (ex service public du logement et de l'habitat avec l'implication des habitants et des élus)

le peuple doit reprendre le pouvoir

Autres pouvoirs politiques et la VIème république

Ce changement nécessite la mise en place d'une réelle démocratie participative et d'intervention directe des citoyens dans la définition et les orientations de la politique elle-même.

Nous devons mettre en œuvre le cadre qui permettrait d'institutionnaliser ces droits nouveaux et de dépasser les délégations représentatives propres au libéralisme occidental.

C'est l'objet de la proposition du Front de gauche pour une 6ème République.

- **Nous voulons une primauté de l'assemblée nationale**

La constitution actuelle organise un régime où les parlementaires disposent d'un pouvoir d'expression réduit et la possibilité d'infléchir les décisions à la marge.

Ex : le traité constitutionnel, le peuple dit « non », alors que des démarches sont entreprises pour obtenir un « oui » parlementaire.

- **La fonction du président de la république** doit être limitée à celle de garant du fonctionnement démocratique des institutions. Ses pouvoirs actuels devront être exercés par le premier ministre et le gouvernement, responsables devant le parlement. Cela permet d'envisager la fin de son élection au suffrage universel direct.

- **Nous proposons que les droits sociaux, les libertés individuelles** et collectives, soient garantis par leur inscription dans la constitution. Les lois sécuritaires doivent être abrogées.

- **La constitution doit garantir l'indépendance de la justice** à l'égard de l'exécutif, comme celle des médias à l'égard de l'argent.

- **Le contrôle de la constitutionnalité** doit devenir le fait d'une instance pluraliste et être accessible aux citoyens.

L'élaboration de nouveaux rapports politiques comme l'instauration de nouveaux droits ne peuvent résulter que de la volonté populaire. Aussi la question de la méthode est posée.

A court terme, des réformes rapides sont nécessaires pour permettre l'exercice effectif des droits :

Le scrutin proportionnel, un réel statut de l'élu, inscrire dans le droit du travail la sécurité de l'emploi ou de formation, que le crédit bancaire doit être géré dans le cadre d'un service public et qu'un service public ne peut être géré comme une entreprise privée.

Mais l'enjeu d'une démocratisation profonde de notre société réside aussi dans l'appropriation des leviers du pouvoir par tous et toutes afin que soient rendus inévitables les avancées.

La mise en place d'une assemblée constituante, associée à l'organisation de débats populaires dans tout le pays, vont dans ce sens.